

MARCHE DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

MARCHE PASSE SANS PUBLICITE NI MISE EN CONCURRENCE PREALABLES EN APPLICATION DE L'ARTICLE L2122-1
ET DE L'ARTICLE R2122-8 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE (CCP)

Intitulé de l'opération : REHABILITATION DE LA CITE JUDICIAIRE DE CHARTRES Programme Budgétaire : P166 N° de TF : AM2 2024-D075-2	Pouvoir Adjudicateur : MINISTERE DE LA JUSTICE, Secrétariat Général - Délégation interrégionale de Paris Ile-de-France Département Immobilier de Paris 1, quai de la Corse, 75181, Paris Cedex 4
Intitulé du marché : Mission de contrôle technique relative aux travaux de réhabilitation de la Cité judiciaire de Chartres (28) – Plan d'urgence	Représentant du Pouvoir Adjudicateur : Madame Elodie MONTAIN, Cheffe du Département Immobilier de Paris
Numéro EJ :	Comptable assignataire : Monsieur le Directeur Départemental des Finances Publiques de l'Essonne

SOMMAIRE

Article 1 – Contractant	3
Article 2 – Objet du marché.....	4
Article 3 - Pièces constitutives du marché.....	10
Article 4 – Personne(s) physique(s) désigné(s) comme contrôleur technique	10
Article 5 – Prix.....	10
Article 6 - Délai d'execution	11
Article 7 – Paiement des comptes du titulaire	14
Article 8 – Règlement des comptes du titulaire.....	15
Article 9 – Arrêt de l'execution des prestations	15
Article 10 – Achèvement de la mission	16
Article 11 – Résiliation du marché	16
Article 12 – Assurances	16
Article 13 – Clause de réexamen.....	16

A remplir par le contrôleur technique

Article 1 – Contractant

Je soussigné,

Nom	et																												
prénom :																													
Agissant en mon nom personnel ou sous le nom de :																													
Domicilié à :																													
Tel. :						Fax :																							
Courriel :																													
Agissant pour le nom et le compte de la Société : (intitulé complet et forme juridique de la société)																													
Au capital de :																													
Ayant son siège à :																													
Tel. :						Fax :																							
Courriel :																													
N° d'identité d'établissement (SIRET) :		<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse; text-align: center;"> <tr> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> </tr> </table>																											
N° d'inscription		<input type="checkbox"/> au répertoire des métiers		ou		<input type="checkbox"/> au registre du commerce et des sociétés :																							

M'engage sans réserve, à produire, dans les conditions fixées au règlement de la consultation, la déclaration ou les certificats, attestations et déclarations mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP et conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus, à exécuter les prestations du présent marché dans les conditions ci-après définies.

Cette offre ne me lie toutefois que si son acceptation m'est notifiée dans un délai de 120 jours à compter de la date limite de remise des offres fixée dans la lettre de consultation.
 Pour l'application de l'article 3.4.3 du CCAG-PI, la bonne exécution des prestations ci-après dépend essentiellement de la/des personne(s) physique(s) suivante(s) :

Monsieur / Madame :

Article 2 – Objet du marché

2.1. Objet du marché

Les prestations, objet du présent marché, concernent la mission de contrôle technique relative aux travaux de réhabilitation et de restructuration de la Cité judiciaire de Chartres (28)

Le contrôleur technique agit conformément aux dispositions du cahier des clauses techniques générales applicables aux marchés de contrôle technique, objet du décret n° 99-443 du 28 mai 1999, dans le cadre des missions suivantes qui lui sont confiées :

- **LP**, Solidité des ouvrages et des éléments d'équipement neufs dissociables et indissociables ;
- **LE**, Solidité de l'existant ;
- **F**, fonctionnement des installations ;
- **SEI**, Sécurité des personnes dans les établissements recevant du public ;
- **HAND**, Vérification des exigences d'accessibilité des personnes handicapées.
- **TH** : Vérification des exigences d'isolation thermique des bâtiments
- **PHa** : Vérification des exigences d'isolation acoustique dans les bâtiments autres qu'habitation
- Attestation de fin de travaux et constat de l'accessibilité aux personnes handicapées
- **AV**, stabilité des avoisinants

Nota : compte tenu de la présence de cavités souterraines révélées par les diagnostics géotechniques et de la nécessité de travaux de consolidation des sous-sols, les missions LE (solidité de l'existant) et AV (stabilité des avoisinants) revêtent une importance particulière dans le cadre de cette opération.

Les résultats de ces prestations consistent dans la production par le titulaire des éléments suivants :

1. Etablissement du RICT après examens des documents de conception ;
2. Avis sur ouvrage après examen des documents d'exécution établis par les entreprises de travaux ;
3. Avis sur ouvrage pendant la phase exécution ;
4. Etablissement du RFCT après la réception des travaux ;
5. Etablissement du RVRAT s'il s'avère que le bâtiment est un ERP du premier groupe.

Ces résultats seront utilisés par l'acheteur pour la bonne réalisation de cette opération de travaux.

Le titulaire du marché est réputé connaître toutes les dispositions législatives et réglementaires relatives à ces missions et pouvant s'appliquer à l'opération susvisée.

La (les) personne(s) physique(s) chargée(s) de l'exécution de la mission est (sont) désignée(s) dans le présent marché sous le nom de « Contrôleur technique ».

2.2. Présentation du site

Le site et le périmètre d'intervention de l'opération sont présentés dans la fiche de présentation annexée au présent marché.

Le contrôleur technique devra prendre en compte les contraintes particulières suivantes, inhérentes à l'opération :

- **Contraintes patrimoniales** : le bâtiment C (Eurélium), édifice du XVIII^e siècle, est inscrit aux Monuments Historiques. Cette protection impose des exigences spécifiques : reconstruction à l'identique de certains éléments, respect des modes constructifs d'origine, préservation des matériaux et techniques traditionnelles, conformité aux prescriptions de l'Architecte des Bâtiments de France (ABF). Les bâtiments A et B, bien que non protégés, présentent un caractère architectural remarquable lié à leur ancienneté et à leur implantation en secteur patrimonial protégé ;
- **Cavités souterraines** : des diagnostics géotechniques ont révélé la présence de cavités souterraines au niveau des sous-sols de l'Eurélium. Des travaux de consolidation des sous-sols sont à prévoir afin de garantir la stabilité structurelle de l'édifice ;
- **Site occupé** : les travaux seront réalisés en site occupé avec maintien de l'activité judiciaire, contraintes de sûreté et nécessité d'interventions en horaires décalés pour certains essais et contrôles.

2.2.1. Présentation de l'opération

L'opération est présentée dans l'étude de diagnostic annexée au présent marché.

Le coût prévisionnel des travaux est de 5 000 000 € TTC (TVA 20%).

La durée prévisionnelle des travaux est **de 20 mois**.

2.3. Intervenants

2.3.1. Maîtrise d'ouvrage

Le maître d'ouvrage est représenté par le Chef du Département Immobilier de Paris ou son représentant.

2.3.2. Maîtrise d'œuvre

Titulaire : Architecture Patrick MAUGER 33 avenue du Maine 75015 Paris	Cotraitant : Architecture Aurélie Rouquette 9 Avenue de Taillebourg 75011 Paris
Cotraitant :COTEC 4 rue des Grilles 93500 Pantin	Cotraitant : CASSO ET ASSOCIES Immeuble Le Valmy, 18 avenue Léon Gaumont 75020 PARIS
Cotraitant : TRIBU ENERGIE 140-142, rue du Chevaleret 75013 Paris	Cotraitant : BATEXPERT 12 Rue des Bâisseurs 91560 Crosne

Cotraitant : GEOLIA 119 Avenue René Morin 91420 Morangis	Cotraitant : SYNACOUSTIQUE 212 Rue David Johnston 33000 Bordeaux
---	---

2.3.3. Coordinateur SPS

Le coordonnateur SPS est en cours de désignation.

2.4. Contenu détaillé des prestations

Conformément aux dispositions du Cahier des Clauses Techniques Générales applicables aux marchés de contrôle technique, objet du décret n° 99-443 du 28 mai 1999, et notamment de son annexe B, la mission se décompose de la manière suivante :

Désignation des parties techniques :

- Elément 1 : Contrôle des études de conception
- Elément 2 : Contrôle des documents d'exécution
- Elément 3 : Contrôle sur chantier de la vérification des ouvrages
- Elément 4 : Vérifications finales en vue de la réception
- Elément 5 : Période de garantie de parfait achèvement

Le contrôleur technique intervient pendant la période de conception et durant l'exécution des ouvrages jusqu'à la fin de la période de garantie de parfait achèvement. Pour remplir sa mission, le contrôleur technique est tenu d'accomplir un certain nombre d'actes type, relevant d'actes techniques et d'actes d'information.

Actes techniques :

Il s'agit de l'examen critique :

- des documents, plans, dessins définissant les produits, les ouvrages et équipements ainsi que les niveaux de performance attendus de ceux-ci ;
- des dispositions prises par les constructeurs énumérés à l'article 1792-1 du code civil afin de s'assurer qu'ils effectuent de manière satisfaisante les vérifications techniques qui leur incombent ;
- des ouvrages et équipements réalisés ;
- des certificats ou procès-verbaux d'essais relatifs aux matériaux, composants ou équipements.

Pour que l'objectif de prévention fixé au contrôle technique puisse être atteint, les actes techniques du contrôleur ne peuvent se limiter à l'examen critique de documents réputés achevés ou d'ouvrages et équipements dont la réalisation est terminée. Au contraire, ces actes doivent s'échelonner tout au long des trois phases de contrôle suivantes :

- contrôle des études de conception ;

- contrôle et approbation des documents d'exécution ;
- contrôle sur chantier de la réalisation des ouvrages et des équipements.

Cet examen critique doit s'exercer de façon interactive avec la réalisation des prestations des divers constructeurs. Chacun de ces contrôles sera formalisé par la rédaction d'avis, de rapports ou de tableaux de bord comme défini dans les articles ci-après. Le respect de cette condition est indispensable pour contribuer à la réalisation des ouvrages dans les conditions prévues de niveau technique, de coûts et de délais.

Actes d'information :

Il s'agit des avis (avis dûment argumenté et faisant référence de façon explicite à la législation et aux normes en vigueur) exprimés au maître d'ouvrage pour lui rendre compte de l'examen critique effectué et lui faire connaître l'opinion du contrôleur technique, eu égard à la prévention des aléas techniques sur :

- ⇒ Élément de mission 1 : la conception du projet,
- ⇒ Élément de mission 2 : sa définition précise en vue de l'exécution,
- ⇒ Élément de mission 3 : la réalisation des ouvrages et équipements,
- ⇒ Élément de mission 4 : le résultat des vérifications finales.
- ⇒ Élément de mission 5 : période de garantie de parfait achèvement

Au titre des actes d'information sont mis en évidence, du fait de leur importance particulière, le rapport initial et le rapport final de contrôle technique.

En tout état de cause, le contrôleur technique doit rendre compte régulièrement de sa mission au maître de l'ouvrage. A ce titre, il doit lui adresser des comptes rendus détaillés et justifiés (dont la périodicité et la forme sont définies dans les articles ci-après) pour lui faire connaître au minimum les avis favorables, suspendus ou défavorables qu'il forme en conclusion de chacun des actes types de caractère technique auxquels il est tenu dans le cadre de sa mission.

2.5. Précisions concernant les éléments de mission

2.5.1. Élément 1 – Contrôle de conception

Stade AVP	1 - Examen du dossier (selon éléments de mission définis au 3.1)
	2 - Visite préliminaire du site
	3 - Participation aux réunions de mise au point techniques
Stade PRO et PC	4 - Examen du dossier (selon éléments de mission définis au 3.1)
	5 - Rapport initial phase PRO de contrôle technique au maître d'ouvrage
Stade DCE	6 - Examen du D.C.E. (selon éléments de mission définis au 3.1)
	7 - Rapport initial phase DCE de contrôle technique au maître d'ouvrage
	8 - Examen des offres présentées par les entreprises (variantes,...)

2.5.2. Élément 2 – Contrôle des documents d'exécution

Rapports Examen des documents d'exécution

Rapports issus des contrôles de la conformité des études d'exécution et contrôle sur chantier de la réalisation des ouvrages

Rapports de réception RVRAT et RFCT

Ce contrôle porte essentiellement sur :

- Notes de calcul justificatives
- Structure et gros œuvre : Plans gros œuvre, charpentes, couvertures et fondations
- Plans d'implantation des ouvrages
- Plans d'exécution pour l'extension des espaces (création SAUJ, salle d'audience, salle des pas perdus)
- Principaux points d'ancrage et de fixation des différents éléments
- Réservations

- Plans de réalisation des façades
- Travaux de reconstruction des ouvrages en bâtiment inscrit aux Monuments Historiques
- Travaux de consolidation des sous-sols et traitement des cavités souterraines
- Isolations (isolants)
- Menuiseries

- Fluides et réseaux :
 - Plans chauffage, climatisation, ventilation et plomberie
 - Plans de cheminement des différents fluides (tuyauteries, gaines, chemins de câbles, chaufferie)
 - Raccordements des réseaux (EP, EU, EV)
 - Plans d'implantation des équipements et schémas électriques
 - Système de Sécurité Incendie (SSI)

- Aménagements extérieurs (cheminements extérieurs, paysagers, clôtures, accessibilité, mobiliers)
- Plans d'aménagements intérieurs
- Plans d'éclairagements ; revêtements

Documents relatifs :	Examen
Aux ouvrages	<ul style="list-style-type: none"> - Gros œuvres ; Fondations et structures - Charpentes et couvertures - Menuiseries - Équipements indissociables,

	- Autres
Aux équipements	<ul style="list-style-type: none"> - Électricité, - Plomberie, - Chauffage, ventilation, conditionnement d'air, - Détection, alarmes, désenfumage, - SSI - Autres.

Le contrôleur technique participe à l'ensemble des réunions de mise au point technique avec le maître d'ouvrage, les entrepreneurs, les fabricants pour formuler en temps opportun ses avis lors du choix des principales options techniques.

Le contrôleur technique procède à l'examen et à l'approbation des différents documents d'exécution dans les conditions et délais fixés à l'article 9 du présent marché. Il tiendra à cet effet à jour un tableau de bord des visas d'exécution qui présentera au moins :

- le numéro des pièces étudiées,
- la date de remise de ces dernières par l'entreprise,
- la désignation exacte des pièces,
- le niveau d'appréciation (approbation sans observation, approbation avec réserve, approbation refusée),
- les remarques formulées et argumentées au regard de la législation ou les références des courriers d'observation éventuels.

Il assure en outre la diffusion de chacune de ces pièces aux différents intervenants concernés.

2.5.3. Élément 3 – Contrôle sur le chantier de la réalisation des ouvrages

Le suivi des travaux a pour but de vérifier la qualité et la conformité des ouvrages par rapport au C.C.T.P. des marchés de travaux, à la réglementation, aux D.T.U. et aux règles de l'art. Ce contrôle comprend :

- L'examen des ouvrages sur chantier :
 - soit lors de la participation aux rendez-vous de chantier ; les réunions de chantier sont hebdomadaires. Le contrôleur technique est tenu d'assister à toutes ces réunions.
 - soit hors rendez-vous de chantier ;
- le contrôleur technique est tenu de procéder à au moins une visite de chantier par semaine, à compter de la date effective de démarrage des travaux, le maître d'ouvrage se réservant le droit de le convoquer, sur simple demande écrite en cas de problèmes ponctuels ou majeurs. Le contrôle technique a pris connaissance que les travaux se font en milieu occupé à des horaires décalés des horaires d'ouverture de la juridiction. Il ne peut donc se prévaloir d'une demande de complément d'honoraires sur la base de cette spécification

- l'examen des dispositions prises par les constructeurs énumérées à l'article 1792-1 du code civil ;
- cet examen doit être effectué par le contrôleur technique afin de s'assurer qu'ils effectuent de manière satisfaisante les vérifications techniques qui leur incombent.

Certains ouvrages doivent faire l'objet d'essais uniquement en horaire décalé pour ne pas perturber le fonctionnement des bureaux des occupants du bâtiment. Aussi certains contrôles faits par le contrôleur technique peuvent être faits en dehors des heures travaillées (très tôt le matin ou tard le soir).

2.5.4. Élément 4 – Vérifications finales en vue de la réception

Les vérifications finales portent sur :

- Viabilité, fondations, structures, charpente, clos et couvert, consolidation des sous-sols,
- Installations électriques,
- VMC
- Plomberie chauffage, ventilation, conditionnement d'air,
- Dispositions constructives,
- Accessibilité PMR
- SSI
- autres.

Le rapport final de contrôle technique (RFCT) rendra compte des vérifications finales effectuées par le contrôleur technique et récapitulera, entre autres, les observations formulées par le contrôleur technique au cours de la phase travaux et qui, le cas échéant, n'auraient pas été suivies d'effet.

Le contrôleur technique participera :

- à la visite de la commission de sécurité après réception des travaux si nécessaire ;
- aux visites de levées de réserves ;

Celles-ci ont pour objet de vérifier que les ouvrages et les équipements visés par les réserves ont été mis en conformité. Elles seront effectuées sur simple demande de la maîtrise d'ouvrage.

2.5.5. Élément 5 – Période de garantie de parfait achèvement

Cet élément comprend l'intervention du contrôleur technique sur demande du maître d'ouvrage pendant la période de garantie de parfait achèvement, dans la limite d'une visite par trimestre après la levée des réserves.

2.6. Moyens donnés au contrôleur technique

Le contrôleur technique a libre accès au chantier en respectant les principes de sécurité et de sûreté du site et sous réserve des autorisations préalables nécessaires à l'accès de certaines zones.

Le maître d'ouvrage prend toutes les dispositions nécessaires pour informer l'ensemble des intervenants de l'opération de l'intervention du contrôleur technique et des conditions d'exécution de sa mission. Il informe le contrôleur technique des réunions qu'il organise, auxquelles celui-ci est systématiquement invité sans qu'une convocation formelle ne lui soit adressée. Il est destinataire des comptes rendus de ces réunions.

Il reçoit également copie de tout courrier des intervenants pouvant avoir une quelconque répercussion sur les missions qui lui sont confiées.

2.7. Présentation des documents

Les documents à fournir par le contrôleur technique tels que définis dans le présent marché seront remis par celui-ci au maître d'ouvrage en trois exemplaires, avec une copie aux entreprises concernées en phase « réalisation ». Le maître d'ouvrage se réserve tout droit de reproduction des documents remis dans le cadre de l'opération envisagée.

Article 3 – Pièces constitutives du marché

Les documents contractuels régissant le présent marché sont par ordre de priorité décroissant :

- Le présent marché valant acte d'engagement et son annexe financière (DPGF) ;
- Le cahier des clauses administratives générales – Prestations Intellectuelles approuvé par l'**Arrêté du 30 mars 2021 (CCAG-PI)** ;
- Le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicable aux marchés de contrôle technique, objet du décret n°99-443 du 28 mai 1999 ;
- L'ensemble de la réglementation en vigueur applicable à la mission du présent marché ;

Article 4 – Personne(s) physique(s) désignée(s) comme contrôleur technique

A compléter :

TITULAIRE :

Madame / Monsieur

Adresse :

Adresse électronique :

Téléphone : Télécopie :

SUPPLEANT :

Madame / Monsieur

Adresse :

Adresse électronique :

Téléphone : Télécopie :
.....

Article 5 – Prix

5.1. Montant du marché

Les prestations de la présente mission sont conclues à prix ferme et définitif égal à :

Montant hors TVA : €

Montant de la TVA au taux de 20 % : €

Montant TVA incluse : €

Ce prix est réputé comprendre tous les frais afférents à l'exécution de la mission ainsi que toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres, frappant obligatoirement la prestation.

5.2. Décomposition du prix global et Forfaitaire

ELEMENTS DE MISSION	Coût total HT	T.V.A. 20%	Coût total euros TTC
Conception			
Documents d'exécution			
Réalisation des travaux			
Réception, rapports spécifiques			

GPA			
Total			

Article 6 – Délai d'exécution

6.1. Durée du marché

La durée du présent marché est comprise entre sa date de notification et la décision de réception des prestations.

Les délais d'exécution seront calculés selon les indications de l'article 3.2 du CCAG-PI sauf indications contraires dans le présent marché.

A titre indicatif, la phase d'études a démarré au premier trimestre 2026 et la phase de travaux est prévue à la fin d'année 2026.

6.2. Délais d'exécution

Par dérogation à l'article 13.1.1 du CCAG-PI, le délai d'exécution de chaque partie technique part de la date précisée dans le tableau ci-dessous.

Les délais d'exécution des parties techniques sont fixés à :

Partie technique	Délai
Contrôle des études de conception	Le délai imparti au contrôleur technique pour l'examen des documents de conception et la remise du rapport initial de contrôle technique est fixé à <u>7 jours calendaires</u> , à compter de la réception, par le contrôleur technique, des documents de conception ou du Dossier de Consultation des Entreprises (D.C.E.) transmis par le maître d'ouvrage.
Contrôle des documents d'exécution	Le contrôleur technique dispose d'un délai de <u>7 jour calendaire</u> pour émettre ses observations ou approuver par écrit les documents d'exécution, à compter de la réception, par le contrôleur technique, de ces documents transmis par le maître d'ouvrage ou par les entreprises.
Vérifications finales en vue de la réception	Cet élément de mission devra être matérialisé par un rapport final de contrôle technique relatif à la totalité de la mission et adressé aux différents intervenants au plus tard <u>7 jours calendaires</u> avant la date de réception des ouvrages.

6.3. Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-PI :

- les pénalités sont appliquées quels que soient leurs montants ;
- les pénalités suivantes sont applicables :

6.3.1. Pénalités de retard applicables à la phase « conception »

Le délai imparti au contrôleur technique pour l'examen des documents de conception et la remise du rapport initial de contrôle technique est fixé à 8 jours calendaires, à compter de la réception, par le contrôleur technique, du Dossier de Consultation des Entreprises (D.C.E.) transmis par le maître d'ouvrage. Par dérogation à l'article 14 du CCAG-PI, en cas de retard dans l'achèvement du contrôle des pièces du D.C.E. ou dans la remise du rapport initial de contrôle technique, le contrôleur technique subira, sur ses créances, des pénalités d'un montant de 200 € HT par jour calendaire de retard.

6.3.2. Pénalités de retard applicables à la phase « réalisation »

Le contrôleur technique dispose d'un délai de 8 jours calendaires pour émettre ses observations ou approuver par écrit les documents d'exécution, à compter de la réception, par le contrôleur technique, de ces documents transmis par le maître d'ouvrage ou les entreprises. En cas de non-respect de ce délai, le contrôleur technique subira, sur ses créances, des pénalités d'un montant de 200 € HT par jour calendaire de retard.

Le titulaire participera aux réunions techniques de mise au point. En cas d'absence injustifiée à ces réunions, le contrôleur technique subira, sur ses créances, une pénalité forfaitaire d'un montant de 200€ HT par réunion manquée.

En cas d'absence injustifiée aux réunions de chantier, le contrôleur technique subira, sur ses créances, une pénalité forfaitaire d'un montant de 200 € HT par réunion manquée.

Cet élément de mission devra être matérialisé par un rapport final de contrôle technique relatif à la totalité de la mission et adressé aux différents intervenants 7 jours calendaires avant la date de réception des ouvrages. En cas de retard sur ce délai, le contrôleur technique subira, sur ses créances, des pénalités d'un montant de 100 € HT par jour calendaire de retard.

6.3.3. Autres pénalités de retard

Pour toute absence à une réunion à laquelle il aura été dûment convoqué par le maître d'ouvrage, le titulaire se verra appliquer une pénalité forfaitaire de 250 € HT par réunion manquée.

6.4. Délais d'approbation des documents par le maître d'ouvrage

L'approbation consiste en l'acceptation par le représentant de l'acheteur (RA) des prestations conformes aux prescriptions du marché.

Les décisions relatives à cette admission doivent intervenir avant l'expiration du délai de deux mois.

Ces délais courent à compter de la date de l'accusé de réception par le RA de ces documents.

Si cette décision n'est pas notifiée au titulaire dans le délai ci-dessus, le titulaire envoie par courrier avec accusé de réception une mise en demeure au RA.

Si dans un nouveau délai de deux mois à compter de la date de l'accusé de réception du courrier de mise en demeure par le RA, aucune décision n'est notifiée au titulaire, alors la prestation est considérée comme admise avec effet à compter de l'expiration de ce nouveau délai (admission tacite).

En cas de rejet ou d'ajournement, le maître d'ouvrage dispose, pour donner son avis, après présentation par le contrôleur technique des documents modifiés, du même délai que celui indiqué ci-dessus.

Article 7 – Paiement des comptes du titulaire

7.1. Fractionnement de la rémunération par référence aux phases

La fraction de la rémunération relative à chaque phase de la mission est fixée dans le tableau ci-après

Prestation rémunérée	Valeur de l'acompte par rapport au montant total de chaque élément de mission (annexe du présent marché)	Date d'exigibilité de l'acompte
Examen des documents de conception	100 %	Exigible à compter de l'acceptation par la maîtrise d'ouvrage du rapport initial de contrôle technique et de la validation de la mission AVP.
Examen des documents d'exécution	100 %/N	Exigible à l'avancement des études d'EXE à compter de la date du visa du contrôle technique.
Contrôle de la conformité des études d'exécution et contrôle sur chantier de la réalisation des ouvrages	100 %/N	Exigible à l'avancement de la DET.
Vérification finale en vue de la réception des ouvrages	100 %	A la réception du rapport final de contrôle technique, avant la réception définitive des travaux prononcés par le maître d'ouvrage.
Assistance apportée au maître d'ouvrage pendant la période de parfait achèvement	100 %	Exigible à l'expiration de la période de parfait achèvement.

7.2 Transmission des documents

Présentation des demandes de paiement - EDIFLEX :

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques via la plateforme de gestion EDIFLEX en proposant son avancement.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 13000509300013

7.3 Modalités de règlement

Le délai global de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités est fixé à 30 jours. Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP, au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Article 8 – Règlement au titulaire

8. 1 - Paiement au titulaire

Le maître d'ouvrage se libérera des sommes dues au titre du présent marché en en faisant porter le montant au crédit du compte portant les références suivantes :

Code établissement : Code guichet : numéro de compte :

clé RIB

domiciliation

code IBAN

⇒ Le titulaire joindra un Kbis et un RIB signé au présent marché.

8.2. T.V.A.

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché sont exprimés hors T.V.A.

Article 9 – Arrêt de l'exécution des prestations

Conformément à l'article 22 du CCAG-PI, le maître de l'ouvrage se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chacun des éléments de mission tels que définis dans l'annexe au présent marché.

L'arrêt de l'exécution des prestations entraîne la résiliation du marché et ne donne lieu à aucune indemnité.

Article 10 – Achèvement de la mission

La mission du contrôleur technique s'achève à la fin du délai de « garantie de parfait achèvement » ou après prolongation de ce délai si les réserves signalées lors de la réception ne sont pas toutes levées à la fin de cette période et ce, à condition qu'aient été instruits, par le maître d'œuvre, les éventuels mémoires en réclamation des entreprises. Dans cette hypothèse, l'achèvement de la mission intervient lors de la levée de la dernière réserve, si la condition énoncée ci-dessus est remplie.

L'achèvement de la mission fera l'objet d'une décision d'admission établie sur la demande du contrôleur technique par le maître de l'ouvrage, dans les conditions de l'article 29 du CCAG-PI, et constatant que le titulaire a rempli toutes ses obligations.

Article 11 – Résiliation du marché

Il sera fait, le cas échéant, application des articles 36 à 42 inclus du CCAG-PI. En cas de non renouvellement ou de perte de l'agrément de contrôleur technique portant sur les domaines concernés par le présent marché, celui-ci sera résilié sans indemnité.

Article 12 – Assurances

Le contrôleur technique déclare être titulaire de garanties couvrant sa responsabilité décennale au sens des articles 1792, 1792-2 et 2270 du code civil et conformément à l'article L.241-1 du code des assurances, et aux clauses types prévues à l'annexe I à l'article A.243-1 du code des assurances.

Le contrôleur technique déclare être titulaire, en outre, des garanties couvrant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il est susceptible d'encourir vis-à-vis des tiers et du maître de l'ouvrage, à la suite de tous dommages corporels, matériels ou immatériels (que ces derniers soient consécutifs ou non à des dommages corporels et/ou matériels) survenant pendant ou après les travaux.

Attestations

Le contrôleur technique devra joindre à son offre une attestation émanant de sa compagnie d'assurance. Sur simple demande du maître de l'ouvrage, le contrôleur technique devra justifier à tout moment du paiement de ses primes d'assurances. Aucun règlement ne sera

effectué par le maître de l'ouvrage au contrôleur technique si celui-ci ne produit pas les justificatifs correspondants. En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture, le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'exiger de la part du contrôleur technique la souscription d'une assurance complémentaire. Les franchises applicables en cas de sinistre seront supportées intégralement par le ou les responsables.

Article 13 – Clause de réexamen

Par dérogation à l'article 25 du CCAG-PI, le titulaire ne pourra se prévaloir d'une augmentation de son forfait de rémunération, au seul motif d'une prolongation de délai d'exécution des travaux, dès lors où ce délai reste strictement inférieur à 25% du délai d'exécution, initialement conclu dans les marchés de travaux. Dans le cas où l'augmentation est supérieure à 25%, le maître de l'ouvrage pourra conclure un avenant pour les prestations de DET dont le montant sera négocié avec le titulaire.

Article 14 – Dérogations aux CCAG-PI

L'article 6.2 du présent document déroge à l'article 13.1.1 du CCAG-PI

L'article 6.3 du présent document déroge à l'article 14 du CCAG-PI

L'article 13 du présent document déroge à l'article 25 du CCAG-PI

Fait en un seul original,

A....., le

Le titulaire

(cachet et signature)

ACCEPTATION DE L'OFFRE

La personne habilitée à signer le marché accepte la présente offre.

A....., le

NOTIFICATION DU MARCHÉ

- Par voie postale, date de signature par le titulaire de l'accusé de réception de la notification du marché.

- Par remise en mains propres au titulaire

A....., le

Cachet et signature du titulaire

ANNEXE AU MARCHÉ
Décomposition du forfait initial de rémunération entre les éléments de mission

A remplir par le contrôleur technique.

Les montants sont exprimés en euros HT.

ELEMENTS DE MISSION LP-LE-F-SEI-HAND-TH-PHa-AV	COUT TOTAL EUROS HT	T.V.A. 20%	COUT TOTAL EUROS TTC
<u>Élément 1</u> : Contrôle des études de conception (AVP, DCE/RICT)			
<u>Élément 2</u> : Examen des documents d'exécution			
<u>Élément 3</u> : Contrôle de la conformité des études d'exécution faites par les entrepreneurs et contrôle sur chantier de la réalisation des ouvrages			
<u>Élément 4</u> : Vérifications finales en vue de la réception des ouvrages.			
<u>Élément 5</u> : Assistance apportée au maître de l'ouvrage pendant la période de parfait achèvement			
TOTAL			

TAUX HORAIRE H.T. :

A

le

LE TITULAIRE

(Signature et cachet société)